



Nouveau Parti  
Anticapitaliste  
2 Rue Richard Lenoir  
93100 MONTREUIL

## Réponse du NPA au Collectif National de Résistance à Base Elèves (CNRBE).

### Réponse à votre 1<sup>e</sup> ; 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> questions

Pour le NPA, l'ensemble des fichiers informatiques et nominatifs tels que BE, BNIE, Sconet, Affelnet, Admission post-bac...) sont liberticides.

Les données personnelles des familles et des informations concernant les enfants et leurs résultats ne doivent pas sortir des établissements ou des écoles sauf pour être remises aux élèves et à leurs parents lorsqu'ils sont mineurs. Ces données doivent être contrôlables par les familles et détruites au moment du départ de l'enfant vers un autre établissement.

Nous refusons tout fichage de l'enfance, nous nous opposons à toute compilation publique ou numérisation des « performances », des « capacités » ou des « compétences » d'un être humain. Apprendre c'est essayer, se tromper, recommencer, dans un cadre bienveillant qui permet des chemins différents. Nous défendons l'acquisition de tous les savoirs disponibles, par tous les êtres humains en défendant les conditions d'apprentissage adaptées à chacun. Les savoirs ne sauraient être réduits aux « compétences nécessaires à l'employabilité ». Nous exigeons le maintien des évaluations des enfants et des jeunes dans l'espace de la relation entre l'enseignant, l'élève et ses parents.

### Réponse à votre 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> question

En 2005, la réforme « Fillon » débouche sur une loi dite « du socle commun de connaissances et de compétences ». Ce « socle » se décline depuis trois ans sous forme d'un livret personnel de compétences (LPC). Ce document informatisé trace l'individu tout au long de sa scolarité jusqu'à son insertion dans la vie active. Ce livret, où chaque compétence, validée ou non, doit être datée, enferme l'enfant « *dans un destin imposé par le regard des autres Il est une atteinte à (...) la possibilité de devenir autre.* » (Albert Jacquard, *Mon utopie*, 2006). Enfin, la circulation informatique de ces livrets entre le primaire, le secondaire, l'Université et jusqu'à Pôle Emploi rompt avec les principes de séparation entre vie publique et vie privée, distinction entre employabilité et éducation, non discrimination et liberté pédagogique.

En célébrant la culture de l'évaluation individuelle et du mérite personnel, l'institution effectue un contrôle permanent et une mise aux normes drastique de l'enfance. Les évaluations nationales sont autant un moyen de trier des milliers d'élèves que de contrôler le travail en classe des enseignants et donc d'avancer sur la prime au mérite. C'est la destruction des repères collectifs puisque les jeunes, lors de leur orientation ou de leur entrée dans la vie active, seront alors considérés comme seul(e)s responsables d'un échec : ils n'auront pas acquis les bonnes compétences ! Ainsi la responsabilité de la société qui ne fournit pas de travail est moins lisible.

### Réponse à votre 5<sup>e</sup> question

L'école n'a de sens que si tous et toutes les élèves parviennent réellement à la maîtrise des objets de culture, débarrassés d'une culture de classe ou de caste ou encore sexuée. Dans notre société non démocratique divisée en classes sociales, l'école ne peut à elle seule changer la société mais le niveau acquis par l'ensemble de la population permet les combats qui atténuent les divisions et les discriminations sociales.

Les formations dispensées dans le cycle commun jusqu'à 18 ans doivent être polyvalentes : associer formation générale et formation technique pour tous et toutes

Nous ne voulons pas d'un monde où travail « manuel » et « intellectuel » sont séparés. La manière dont ces connaissances sont acquises par les élèves n'est pas anodine et tout doit être mis en oeuvre pour que ces connaissances soient mises en réseau pour comprendre le monde et non une accumulation strictement mémorisée.

Nous ne pensons pas que l'école peut à elle seule changer la société progressivement, ni même qu'elle peut à elle seule permettre aux jeunes d'acquérir tous les savoirs. Il faut des centres d'activités sportives et culturelles, des médiathèques, des colonies de vacances des centres de quartier : tous les acquis de l'éducation populaire doivent être défendus. Les enfants et les jeunes ont besoin de voyages, d'autres contacts avec l'art, d'expériences du monde, d'activités partagées entre pairs.

Nous refusons toute forme d'orientation précoce, toute idée de « dons » pour tel ou tel métier qui imposerait aux uns d'apprendre la philo et jamais la soudure et aux autres l'inverse.

Nous nous battons pour une éducation coopérative qui exclut l'individualisme et la compétition et qui se donne pour but l'acquisition de savoirs émancipateurs et d'une éthique qui inclut le respect des personnes, le rejet des discriminations, et le respect de la planète.

### Réponse à votre 6<sup>e</sup> question

Depuis trois ans, nombreux sont ceux et celles qui ont refusé d'appliquer des dispositifs inacceptables comme Base élèves, les évaluations nationales, l'aide personnalisée ... Certain-es d'entre eux et elles ont subi des sanctions aussi bien financières qu'administratives. D'autres formes de répression ont été appliquées : retrait de fonction, abaissement de la note pédagogique...

Les camarades du NPA font partie de l'ensemble de ces combats, nous le partageons et nous saluons l'engagement militant et le courage des enseignants qui ont tenu bon, défendant leur éthique et le sort des enfants malgré les sanctions et les difficultés organisées par l'administration.

Le cadre de travail du fonctionnaire d'Etat prévoit la possibilité de ne pas obéir aux ordres injustes. Il y a donc abus de pouvoir de la part de la haute administration. Nous exigeons la levée de l'ensemble des sanctions et exigeons un rattrapage des pertes financières qu'elles ont entraînées.